

[> Contrat d'apprentissage : Prime à l'apprentissage](#)

L. 6243-1-1

LOI n°2019-486 du 22 mai 2019 - art. 11 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application de l'article **L. 6243-1**, l'effectif salarié est déterminé selon les modalités prévues au I de l'article **L. 130-1** du code de la sécurité sociale.

L. 6243-1-2

Ordonnance n°2021-797 du 23 juin 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pôle emploi aide et conseille les entreprises assujetties à la contribution supplémentaire à l'apprentissage mentionnée à l'article **L. 6242-1** dans leur recrutement de jeunes ou d'adultes par la voie de l'apprentissage ou de la professionnalisation. A cette fin, France compétences transmet chaque année à Pôle emploi la liste des entreprises redevables de cette contribution.

service-public.fr[> Aides à l'embauche pour un contrat d'apprentissage : Code du travail : articles L6243-1 à L6243-2](#)[> Contrat d'apprentissage : Prime à l'apprentissage](#)

Section 2 : Cotisations dues au titre de l'emploi des apprentis.

L. 6243-2

LOI n°2018-1203 du 22 décembre 2018 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'apprenti est exonéré de la totalité des cotisations salariales d'origine légale et conventionnelle pour la part de sa rémunération inférieure ou égale à un plafond fixé par décret.

service-public.fr[> Contrat d'apprentissage : Cotisations et exonérations](#)

L. 6243-3

LOI n°2013-1203 du 23 décembre 2013 - art. 20 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'Etat prend en charge les cotisations et contributions sociales des apprentis qui font l'objet des exonérations prévues aux articles **L. 6227-8-1** et **L. 6243-2**.

Le fonds mentionné à l'article **L. 135-1 du code de la sécurité sociale** prend à sa charge, dans des conditions fixées par décret, le versement d'un complément de cotisations d'assurance vieillesse afin de valider auprès des régimes de base un nombre de trimestres correspondant à la durée du contrat d'apprentissage.

service-public.fr